ILS EXIGENT LE DÉPART DU PRÉSIDENT DE LA SGP

Les dockers menacent de paralyser les ports

Les représentants des travailleurs des dix ports commerciaux d'Algérie mettront à exécution leur menace d'une grève générale, «si le département des transports ne prend pas des mesures à l'encontre du premier responsable de la SGP Sogeport». Une décision prise au lendemain de l'entrevue qui a regroupé le nouveau ministre des Transports et les cadres syndicaux de la Fédération des ports (UGTA).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'origine de cette montée au créneau des syndicalistes, le refus du premier responsable de la SGP de donner suite aux revendications des représentants des travailleurs. Il s'agit notamment du «gel des promotions internes, le recrutement, l'augmentation des salaires, ou encore l'octroi des primes».

Le premier responsable de la SGP a transmis sa décision à l'ensemble des directeurs des ports, leur exigeant «d'appliquer à la lettre ladite décision». Pour le syndicat des ports, il s'agit là «d'une mesure répressive prise à l'encontre des travailleurs et leurs représentants et s'inscrit à contre-courant des accords conclus entre le partenaire social et l'employeur».

Pour le secrétaire général de la Fédération des travailleurs des ports, M. Adjabi, cité par la presse, «le nouveau ministre s'est engagé à prendre en charge nos doléances, mais en lui accordant un peu de temps du fait qu'il est nouveau à la tête du secteur». «Nous avons pris acte de ces engagements et nous espérons que les promesses prises seront concrétisées», a-t-on souligné. Selon notre source, les travailleurs et les syndicalistes du secteur des ports ont grandement contribué «à la stabilité du secteur, et ce, au moment où d'autres secteurs avaient connu des paralysies». «La décision prise par le premier responsable de la SGP est en contradiction. Nous disons plutôt qu'il s'agit d'une provocation à l'adresse des travailleurs», a-t-on ajouté. Selon une source, une délégation de la Fédération des travailleurs des ports sera reçue en ce début de semaine par le secrétaire général de l'UGTA. A l'ordre du jour de cette rencontre, «débattre et préparer la prochaine réunion avec le ministre de tutelle». Les animateurs de la Fédération des travailleurs des ports appuieront leur revendication par une lettre explicative, que le secrétaire général de l'UGTA compte adresser au nouveau ministre des Transports.

A. B.

Photo : Samir Sid

Les dockers montent au créneau.

IL LE SOUHAITE LE PLUS LARGE POSSIBLE

Islah plaide pour un consensus national

Le président du mouvement islamiste estime que le pays a raté, le 4 mai dernier, une grande occasion de renouer la confiance perdue entre le pouvoir et le peuple en vue d'enclencher une nouvelle feuille de route basée sur un consensus le plus large possible.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Filali Ghouini, qui s'exprimait, hier, à l'ouverture d'une réunion de son secrétariat national, a considéré que les dernières élections législatives étaient «loin de toute transparence et de toute crédibilité», avouant que «ni le pouvoir, avec tous ses moyens et outils, ni les partis, avec leurs multiples discours, n'ont pu comprendre la société profonde qui a quasi majoritairement boudé les urnes le 4 mai dernier avec les 14 millions de non-votants et près de deux millions de bulletins nuls sur huit millions de votants». Pour le président d'El Islah, la seule panacée à la grave crise que traverse le pays reste un consensus politique le plus large possible à même d'immuniser le pays contre les menaces qui le guettent. Et de conseiller, dans la foulée, le nouveau gouvernement d'enclencher le dialogue avec les divers partenaires sociaux en vue d'assurer, dit-il, une rentrée sociale apaisée et sereine. S'il l'estime globalement positif, Ghouini considère, cependant, que le rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI) sur l'économie nationale est en nette contradiction avec la réalité du pays. A moins que les rapports que présente le gouvernement aux diverses institutions internationales soient différents de ceux qu'il distille localement, au simple citoyen», ironise-t-il, avertissant du danger que représente le «blanchiment du marché noir» sur l'économie nationale, voire sur la sécurité des Algériens».

A noter que le mouvement Islah, qui avait participé avec près d'une quarantaine de listes lors des élections législatives du 4 mai dernier, n'a eu qu'un seul siège de député, dans la wilaya de Constantine.

M. K.

RASSEMBLEMENT À ALGER DEVANT L'ARAV

L'affaire Boudjedra devient une tribune pour la liberté de conscience

Une cinquantaine de personnes étaient présentes au Rassemblement tenu hier à Alger devant le siège de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) pour dénoncer la caméra-cachée d'Ennahar TV dont a été victime l'écrivain Rachid Boudjedra, laquelle a été diffusée sans son consentement.

Sarah Haidar - Alger (Le Soir) - Intellectuels, écrivains, activistes et artistes ont répondu à l'appel lancé sur les réseaux sociaux pour revendiquer la liberté de conscience et de culte et dénoncer la violence et l'intolérance véhiculée par cette caméra cachée dans laquelle un pseudo-policier oblige Boudjedra à prononcer la profession de foi musulmane. Au même moment, le directeur de la chaîne annonce sur son compte Twitter qu'il a décidé de suspendre l'émission mise en cause.

Parmi les participants au sit-in, l'écrivain lui-même mais aussi le président de l'ARAV, Zouaoui Benhammadi, qui a accepté de répondre à nos questions : «C'est un honneur pour nous que ce collectif d'intellectuels soit venu devant l'ARAV pour protester contre des pratiques que nous condamnons nous-mêmes, que nous n'avons cessé de condamner et que nous continuerons à condamner. Nous apportons un soutien clair à l'écrivain Rachid Boudjedra et nous ferons tout pour que de pareils dérapages ne se reproduisent pas.»

Quant aux reproches de complaisance et de complicité avec la chaîne incriminée adressés à l'ARAV, M. Benhamadi les réfute catégoriquement : «Depuis que je suis président de l'ARAV, le nombre de rappels à l'ordre que nous avons adressés à cette chaîne est de loin supérieur à tous les autres réunis. Or, il faut savoir que notre méthode de travail ne consiste pas à publier un communiqué après chaque interpellation ou rappel à l'ordre. Aussi, faut-il rappeler que l'ARAV est démunie de moyens et de pouvoir d'action en ce qui concerne les sanctions, lesquelles relèvent des autorités judiciaires. Mais je tiens à préciser que depuis la création de cette instance, nous avons mis en ligne nos coordonnées et encouragé les citoyens à nous faire part de leurs remarques et critiques durant toute l'année.»

Enfin, interrogé sur le droit d'un citoyen algérien à l'athéisme, M. Benhamadi affirme qu'il s'agit d'un droit constitutionnel que personne ne peut remettre en cause.

Par ailleurs, il est à souligner que la plupart des participants à ce rassemblement n'exigeaient ni la censure ni la fermeture de la chaîne privée mais sont venus pour clamer la sacralité des libertés individuelles, de conscience et de culte. Au-delà de l'affaire Boudjedra, intellectuels et militants veulent donner à cette action une portée politique en interpellant les autorités elles-mêmes sur leur rôle dans le respect et la protection de ces libertés.

Le romancier et activiste Mustapha Benfodil affirme qu'il ne peut remettre en cause le principe de la liberté d'expression, à commencer par celle d'Ennahar, mais «je pense qu'avec une telle violence et violation des consciences, un cap a été franchi. Or, cette chaîne dispose d'un énorme pouvoir ; le mien est ce bout de trottoir que j'occupe justement pour exprimer mon désaccord avec ses méthodes et son contenu». Avis partagé par le militant du MDS Kader Farès Affak qui assure de sa disposition à organiser le même sit-in devant l'ARAV si la chaîne en question venait d'être fermée.

Egalement présent au rassemblement avec nombre de militants de son parti, Soufiane Djilali, secrétaire général de Jil Jadid, déclare : «Les Algériens sont aujourd'hui dans une dynamique de réappropriation de leur citoyenneté. Ils ont été trop malmenés autant par le pouvoir que par certains médias proches du pouvoir.

Il est inadmissible que pour des raisons politiques ou financières, des télévisions humilient des symboles de la pensée et de la culture algériennes. La liberté de conscience et la liberté tout court font partie de la citoyenneté et doivent réunir tout le monde, quelle que soit leur obédience idéologique.»

De son côté, l'islamologue Saïd Djabelkhir est venu «pour défendre les libertés individuelles et pour dénoncer l'atteinte à la liberté de conscience de Boudjedra.

Nous sommes tous concernés en tant qu'intellectuels et simples citoyens. Les médias, et encore moins l'Etat, n'ont pas le droit de s'ingérer dans nos croyances. Et au-delà de la liberté de conscience, il faut aussi défendre la liberté d'exprimer cette conscience, qu'elle soit avec ou contre la religion».

Par ailleurs, le conseiller et frère du chef de l'Etat, Saïd Bouteflika, était également présent au rassemblement. Il s'est adressé à Rachid Boudjedra pour lui exprimer son soutien en qualifiant cette caméra cachée d'«ignominie» avant de repartir aussitôt sous les huées de certains participants qui l'ont sommé de quitter les lieux.

S. H.

Photo : Samir Sid

Protestation du collectif des intellectuels devant l'ARAV.